

Journal central du

RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES - Marxistes Léninistes

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

Abattre le CAPITALISME

1917



2017

**Le POUVOIR
aux TRAVAILLEURS**

Sommaire

- 2 EDITORIAL
- 4 LA LUTTE CONTRE LES ORDONNANCES
- 6 LA FUSION ALSTOM-SIEMENS
- 8 THEORIE: La lutte des classes
- 12 DOSSIER JCML
 - Lutter contre le capital
 - Discours de G. Abdallah
- 14 INTERNATIONAL
 - Corée du Nord
 - Catalogne
 - Guyane
 - Les Kurdes du Moyen-Orient
- 20 DOSSIER HISTOIRE:
 - La révolution d'Octobre



LE CAPITALISME EN GUERRE CONTRE LES TRAVAILLEURS

En ce début de quinquennat Macron, le gouvernement s'affiche clairement comme l'état-major de combat de la bourgeoisie. Il mobilise toutes les ressources de l'État pour consolider la domination du Capital sur la société par toutes sortes de cadeaux fiscaux, de lois pour organiser l'exploitation accrue des travailleurs. Le gouvernement tente aussi d'affaiblir les capacités d'organisation et de résistance des travailleurs. Les conséquences concrètes pour ces derniers sont la dégradation de leurs conditions de vie, la diminution du salaire réel, des retraites, l'aggravation de la concurrence entre travailleurs sur le marché du travail. Les mythes d'un « État providence » au-dessus des classes, de l'égalité entre les « citoyens » volent en éclat devant une lutte de classe féroce menée par la classe bourgeoise contre les travailleurs.

Sous le capitalisme impérialiste, les monopoles veulent assurer un profit maximum. Ceux-ci ne peuvent le faire qu'en organisant l'exploitation toujours plus féroce des travailleurs en leur prenant une part toujours plus importante du produit de leur travail. Si la machine grippe, l'existence même du capitalisme est en danger. Quand les profits menacent de diminuer, les gestionnaires des entreprises comme de l'État n'ont pas d'autre choix que de prendre des mesures drastiques pour préserver leurs sacrés-saints bénéfices garantir les fondements de l'exploitation capitaliste. C'est tout le sens de la politique de ce gouvernement et de ses prédécesseurs. Voilà pourquoi les mêmes politiques anti-sociales ont été appliquées durant ces dernières années, quelle que soit la famille politique bourgeoise au pouvoir, de droite, de gauche. Ce n'est pas en changeant les personnes comme le défendent les « dégagistes », ce n'est pas en « moralisant » la vie politique que cela peut changer. Le gouvernement est tout entier soumis aux exigences de la bourgeoisie.

De plus en plus, il existe une prise de conscience syndicale mais aussi politique. Cela est nouveau et positif. Mais pour quelle politique ? Les courants « populistes » et réformistes qui ne sont pas au pouvoir surfent sur le mécontentement du peuple pour proposer une politique qui met en avant de fausses mesures « antisystème », dénoncent la finance, souhaitent transformer la société sans toucher aux lois fondamentales du capitalisme. Ces politiques qui ne s'attaquent pas au capital doivent être rejetées. Seule une politique anticapitaliste menée par les éléments les plus conscients du

prolétariat et organisée en conséquence peut amener les travailleurs à construire des batailles victorieuses pour faire payer le capital jusqu'à la victoire totale sur la classe exploiteuse.

Face à cette offensive du capital, les travailleurs et les syndicalistes ne restent pas sans réagir. Ils luttent partout avec courage et continuité autour de luttes locales et nationales. Dans ces mobilisations, de nombreux travailleurs prennent conscience que face à la détermination, l'organisation et les moyens de la bourgeoisie, il est nécessaire de passer à un niveau supérieur d'organisation et de lutte. Ils prennent conscience qu'il faut rompre avec la voie de la « concertation » avec le patronat, avec celle des « partenaires sociaux » qui entraîne le mouvement des travailleurs à l'échec. Cette époque de négociation des miettes du gâteau est révolue, mais les directions syndicales continuent à s'accrocher à cette politique de collaboration de classe, plutôt qu'à organiser la lutte classe contre classe face au gouvernement Macron.

C'est la bourgeoisie en menant la lutte de classe qui creuse sa propre tombe et pousse les travailleurs à adopter une politique radicalement différente des politiques actuelles. Cette politique devra se libérer de toutes les illusions réformistes. Depuis quelques semaines, les dirigeants de la France Insoumise tentent de mettre sous leur politique l'ensemble du mouvement ouvrier. Les marxistes-léninistes considèrent que tous les travailleurs doivent faire de la politique. Mais ils doivent faire une politique de classe, résolument anticapitaliste à l'encontre du pouvoir bourgeois. Or les directions réformistes se contentent d'une politique parlementariste. Ils veulent seulement faire une autre politique bourgeoise, c'est-à-dire une politique dans le cadre des institutions existantes et du système économique existant. On voit bien que cette politique mène à l'échec partout où elle a été menée. Les communistes marxistes léninistes quelle que soit leur organisation doivent participer à la lutte du prolétariat. En étant présent autour des luttes de la classe ouvrière, ils mettent en avant l'idée de s'organiser autour d'un seul Parti communiste, seul outil capable de mener la lutte politique contre les attaques et le pouvoir de la bourgeoisie. Oui une autre politique est possible, une autre société est possible en rompant avec le mode de production capitaliste, en supprimant la domination du capital, pour instaurer le pouvoir des travailleurs, le socialisme.

**A BAS LE CAPITALISME !
LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !**

UNE ATTAQUE GENERALE CONTRE LE MONDE DU TRAVAIL

Depuis son élection en mai, Macron a accéléré la cadence des contre-réformes car pour les monopoles (le grand capital) cela ne va pas assez vite. Alors que le « président des riches » vient de conclure la loi travail XXL, il veut d'ores et déjà s'attaquer à la formation professionnelle, à l'assurance chômage et dès l'été prochain aux retraites.

Il y a clairement une accélération de mesures réactionnaires, une avalanche désastreuse de mesures anti-ouvrières et d'avantages prodigieux pour la bourgeoisie !

Baisse des APL et des subventions pour les habitats populaires ; la fin des contrats aidés ; la loi travail XXL bien sûr ; l'augmentation de la CSG ; le gel des salaires des fonctionnaires et la suppression de 120 000 d'entre eux ; de nouveaux contrats précaires et tout ce qui va arriver !

Dans le même temps pour le patronat : fin des cotisations sociales avec le transfert du CICE ; fin de l'Impôt Sur la

Fortune ; la liberté de déréguler le code du travail entreprise par entreprise etc.

S'ajoute à tout cela un mépris dans les paroles de Macron et son gouvernement à l'encontre des travailleurs et particulièrement contre ceux qui luttent ! Nous serions des fainéants, des extrémistes, des cyniques, des gens qui veulent rester dans le passé attachés à des mesures d'un autre temps, des jaloux des riches, qui foutent le bordel au lieu de chercher du boulot. Nous sommes insultés et Macron tente de nous monter les uns contre les autres, de diviser encore plus les travailleurs. C'est un mépris honteux de la classe ouvrière et il nous incombe à nous, militants, de lui démontrer que renverser sa société pour instaurer le pouvoir des travailleurs n'a rien de vieillot mais va au contraire dans le sens de l'histoire pour enfin mettre un terme à cette escalade réactionnaire et donc à l'exploitation de l'Homme par l'Homme.

UNE MOBILISATION EN ORDRE DISPERSEE, LIMITEE

Malgré toutes les mesures contre le peuple, la lutte reste limitée pour le moment, ne s'élargit pas, ne se massifie pas et l'unité ne se met pas en place. Depuis la rentrée on peut lister :

- Le 12 et le 21 septembre : journées interprofessionnelles à l'appel de la Cgt, Sud, FSU.
- La 3^{ème} semaine de septembre : appel à la grève reconductible intersyndicale chez les routiers.
- Le 28 septembre : les retraités
- Le 10 octobre : journée des fonctionnaires en intersyndicale
- Le 13 octobre : la métallurgie

- Le 19 octobre : journée interprofessionnelle à l'appel de la Cgt, Sud.

On observe un émiettement complet. Certaines fédérations de métier appellent seules dans leur coin à la lutte, il n'y a aucune possibilité de trouver des journées interprofessionnelles qui réunissent l'ensemble des grands syndicats, un nombre de manifestants et de grévistes très loin de certaines mobilisations antérieures, des journées éparses sans continuité entre elles.

Comme c'est parti, ce n'est pas une mobilisation à la hauteur des attaques que nous subissons qui se met en place. Il faut dire que le **patronat**

et le gouvernement ont savamment organisé la division par l'achat de certains représentants syndicaux nationaux. La lutte politique est absente depuis des décennies. Il existe donc un retranchement syndical autour de revendications locales d'entreprises ou autour d'un corporatisme fort. Au contraire, la lutte politique permettrait de relier toutes ces luttes et mobilisations vers un objectif politique supérieur : le renversement du capitalisme.

À l'époque où le capitalisme rentre dans une crise sans précédent et s'y enfonce inexorablement, le prolétariat a un besoin vital de trouver son indépendance politique.



LA LUTTE POLITIQUE POUR LA RUPTURE REVOLUTIONNAIRE

Pour se débarrasser du capitalisme nous pensons que les travailleurs doivent se débarrasser de leurs illusions ou des concepts imposés par la propagande du capitalisme car il n'y a jamais eu des morales de maîtres et des morales d'esclaves mais que des morales établies par les maîtres pour les esclaves.

Pour se débarrasser de cette servitude, les travailleurs doivent s'intéresser à la question politique générale. Est-ce que je suis exploité ? Pourquoi ? Comment mettre fin à cette exploitation ? Certains pensent déléguer leur pouvoir politique à un super président tous les cinq ans. Pourtant, si le prolétariat ne fait pas de politique il est contraint de subir celle des autres, celle qui conduit à l'austérité, à la régression, d'une façon ou d'une autre à une politique pro-capital. Il y a ceux, dégoûtés par la "politique politicienne", qui se trouvent hors jeu des questions politiques, qui sont lassés et préfèrent à ce titre l'apolitisme.

Pourtant, si nous voulons avancer sur les questions essentielles comme celles de la révolution, c'est

à nous de faire de la politique, de la politique révolutionnaire. N'attendons pas que cela tombe du ciel ou que cela vienne d'un messie quelconque. Faisons notre politique qui est en rupture révolutionnaire avec toutes les autres.

Au final, les salariés dans la lutte syndicale ou dans la lutte contre le capitalisme doivent opérer une rupture révolutionnaire, c'est-à-dire rompre avec toutes ces idées qui amènent à penser qu'un autre capitalisme est possible, que l'on pourrait le reformer, le rendre « social », ce qui nous oblige dans les luttes actuelles à rester dans les limites, les frontières du capitalisme. Si au contraire, nous opérons dans nos consciences et notre pratique cette rupture révolutionnaire, nous pourrions dépasser ces limites du capitalisme et proposer à l'ensemble des masses populaires une nouvelle solution, radicale : une nouvelle société.

La rupture révolutionnaire conduit à rompre avec le réformisme, le parlementarisme, etc. comme théories qui ne font pas avancer la lutte du prolétariat en la laissant dans l'impasse du capita-

lisme. La rupture révolutionnaire oblige les travailleurs en lutte à ne plus se limiter aux revendications dites économiques (d'augmentation de salaire, etc.) mais à revendiquer le pouvoir même, pas seulement celui dans l'entreprise mais celui de toute la société. La rupture révolutionnaire contraint les ouvriers conscients à s'organiser, plus uniquement dans les syndicats mais dans le Parti politique de la classe ouvrière.

La lutte ou les luttes actuelles, et celles qu'il va falloir mener dans les prochaines années au vu du calendrier de Macron, ne pourront, à la lumière de ces derniers éclaircissements, apporter au mieux que des victoires sporadiques. Pour apporter le pouvoir à la classe ouvrière en France ; pour opérer cette rupture révolutionnaire, seule issue qui permettra de mettre un terme à la misère, au chômage, à la barbarie, la guerre, aux problèmes du logement, etc., les marxistes-léninistes doivent se rassembler et gagner au combat politique les militants de combat, les militants avancés qui font leur preuve dans toutes les luttes locales et parcelaires.

NON LA CGT N'EST PAS ISOLEE, MOBILISONS A LA BASE !

Seul un rapport de force puissant porté par une conscience politique anticapitaliste peut faire reculer ce gouvernement. Dans cette mobilisation, la CGT a un rôle essentiel dans l'organisation de la lutte. La CGT n'est pas isolée contrairement à ceux que veulent faire croire les grands médias. C'est elle qui porte les revendications justes qui sont celles d'une majorité de travailleurs. Dans ces manifestations les travailleurs se sont unis sur le mot d'ordre : « ne rien lâcher face aux mesures antisociales ».

Chaque travailleur conscient de la nécessité d'organiser un rapport de force favorable aux travailleurs face au gouvernement, a pour tâche de mobiliser ses collègues à la base, entreprise par entreprise. Ce n'est pas en regroupant les syndicalistes de lutte hors des structures syndicales, hors des entreprises que ce rapport de force pourra se construire, même si ces regroupements paraissent plus radicaux. C'est une erreur de couper le corps militant des syndicats du reste des masses des entreprises. La CGT, est la seule organisation où l'on trouve des militants et courants plus combattifs, des éléments avancés pour défendre les travailleurs même si la confédération CGT reste sur des positions réformistes qui limitent ses objectifs et sa volonté de lutter. Seule la lutte de classe peut conduire à un succès et dépend du niveau de conscience et d'organisation. Aujourd'hui la classe

ouvrière doit relever le défi et mener la lutte politique contre le gouvernement Macron en sachant que demain la classe ouvrière sans son parti marxiste-léniniste, ne pourra ni défendre ni préserver durablement les victoires qu'elle peut obtenir.

La grève généralisée ne se décrète pas par slogan. Elle se construit à la base, dans les entreprises, dans les quartiers. Comment bloquer l'économie si la majorité des salariés des lieux de production ne s'engagent pas dans la lutte et la grève ? C'est dans les entreprises, dans les universités, dans les lycées que doivent se tenir les assemblées générales. C'est là qu'il est nécessaire de convaincre la base des salariés, la masse des étudiants et des lycéens que cette loi travail est contraire à leurs intérêts. Si on n'est pas prêt à s'engager à une lutte plus dure, les travailleurs perdront beaucoup. Il est important de lier les revendications locales aux revendications nationales. Obtenir localement satisfaction tout en luttant à une autre échelle peut donner confiance et détermination. Les luttes se multiplient. Participer à chacune d'entre elles, organiser la solidarité et tisser des liens entre elles est plus que jamais nécessaire. Faire en sorte que les luttes isolées entrent dans la lutte politique d'ensemble contre ce gouvernement, voilà la tâche des communistes.

ALSTOM

FUSION ALSTOM-SIEMENS

toujours l'incarnation du même ennemi, le Capital

Depuis l'origine du capitalisme, le développement de l'économie est impulsé par l'objectif de création de plus-value (au sens de l'analyse développée par Marx) - laquelle devient tangible sous la forme du profit. Pour cela, les mécanismes de fonctionnement du système capitaliste engendrent une poussée incessante vers l'accumulation de capitaux en pôles de concentration toujours plus massifs. La fusion entre Alstom et Siemens s'inscrit dans cette perspective (1).

Aux débuts du 20^e siècle, le développement quantitatif qui a pour levier les sociétés par actions, aboutit au passage vers des caractéristiques qualitativement nouvelles du système capitaliste mondial. Celui-ci atteint le stade du capitalisme impérialiste dominé par ce qu'on appelle aujourd'hui les "grands groupes", lesquels détiennent des positions de monopole ou d'oligopole. Depuis, le processus est passé par des phases successives, à des échelles différentes selon les régions ainsi que les pays. Il est incarné notamment par les opérations dites de fusion-acquisition. Ces assemblages de capitaux peuvent être le fait de sociétés ou de groupes qui ont tous les deux leurs bases dans le même pays. Mais le degré de développement atteint par le système capitaliste mondial fait que ces processus ne suivent pas forcément un cheminement pyramidal passant par un pôle unique pays par pays et secteur par secteur. L'industrie automobile en France par exemple est formée par deux groupes concurrents, Renault et PSA, qui poursuivent séparément leur croissance au niveau mondial, par des processus d'absorption, fusion, alliance.

Les quatre principaux groupes dans le secteur du transport ferroviaire sont: CRRC (Chine), Siemens, Alstom, Bombardier (Canada). Voici quelques chiffres pour donner des ordres de grandeur. Chiffre d'affaires (en milliards d'euros): CRRC 28,6; Siemens Mobility 7,8; Alstom 7,3; Bombardier 6,4. Effectifs employés: respectivement 180.000, 27.000, 32.800, 37.150. Il faut noter que seulement 8,5 % du chiffre d'affaires de CRRC sont réalisés à l'extérieur de la Chine. Globalement le volume du marché mondial de l'industrie ferroviaire est évalué à 159,3 milliards d'euros, les quatre groupes en question s'en attribuent donc près d'un tiers.

Un aperçu de quelques éléments controversés

Les commentaires formulés par des responsables politiques relèvent souvent de la propagande, c'est-à-dire ils sont prédéterminés par un schéma politique pré-conçu plaqué sur les circonstances. C'est vrai aussi en grande partie pour les journalistes et observateurs dans les médias d'information. Il y a néanmoins des éléments qui laissent transparaître quelques aspects des enjeux réels.

Joe Kaeser, Président Directeur Général de Siemens AG (2): «Nous mettons l'Europe en œuvre et [...] nous créons un nouveau champion européen dans l'industrie ferroviaire pour le long terme.» Communiqué de presse du cabinet de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances (3) qui «[...] salue un rapprochement historique entre deux grands industriels français et allemand [...]». Cette opération illustre la volonté du gouvernement français de renforcer l'Europe industrielle et l'économie européenne.»

Laurent Wauquiez, vice-président de LR (4): «[...] le résultat aujourd'hui, c'est qu'on ne fait pas un géant ferroviaire européen. C'est Siemens qui rachète Alstom, c'est l'Allemagne qui rachète la France [...] on n'est pas dans une situation d'urgence qui devrait nous amener à nous jeter dans les bras de Siemens [...]» Xavier Bertrand, président LR de la région Hauts-de-France (5): «Pourquoi n'a-t-on pas exploré une alliance avec Bombardier qui, du coup, risque de se précipiter dans les bras de CRRC, le nouveau géant chinois du ferroviaire? [...] En outre, la précipitation est suspecte [...]. Où est l'urgence?»

L'argument de "l'urgence" est un facteur souvent mis en avant par les responsables économiques, et l'argument peut être considéré comme recevable par les directions syndicales réformistes pour légitimement justifier une alliance avec un autre groupe. Cette façon de voir ne vient manifestement pas à l'esprit du PDG de Siemens. Avant de se décider pour Alstom, Siemens avait mené des négociations avec Bombardier, mais un des aspects défavorables était justement la faiblesse de la situation financière de Bombardier; et au sujet de la fusion Siemens-Alstom, Kaeser commente avec satisfaction (6): «La nouvelle société sera une société très solide financièrement.»

Dire que "c'est l'Allemagne qui rachète la France" est l'expression d'une vision falsifiée de la réalité du système capitaliste impérialiste mondial. Il n'y a pas de correspondance directe entre les positions au sein de ce système, respectivement des états et des capitaux. Les grands groupes ne sont pas un élément interne au pays auquel ils sont réputés être associés, et c'est vrai y compris quand le noyau de détenteurs des capitaux concernés est clairement national. La prédominance de Siemens dans l'ensemble Siemens-Alstom n'est pas l'expression d'une soumission de la France à l'Allemagne. Il est vrai néanmoins qu'il y a des interactions entre les deux facteurs.

Le dilemme des choix à faire est une réalité. Il faut bien le dire, le quotidien des capitalistes est traversé par l'incertitude qui plane sur les conséquences de leurs décisions et de leurs actions. La trajectoire ascendante des groupes chinois dans le secteur ferroviaire et aussi aéronautique a été nourrie entre autre par les initiatives de coopération sur ce terrain, de la part notamment d'Alstom et d'Airbus - qui s'efforçaient d'en tirer avantage tout en étant conscients des effets contrariaires possibles. C'est là, vue du côté des capitalistes, le fond de la contradiction inhérente au capitalisme: organisation dans l'entreprise, mais anarchie au niveau du marché, anarchie que les capitalistes eux-mêmes ne maîtrisent pas.

La chimère du "Champion national"

Avant les opérations GE et Siemens engagées à partir de 2014, Alstom, de par sa position dominante sans concurrent français, n'avait plus de perspectives d'acquisitions majeures en France. C'est donc tout à fait naturel qu'Alstom s'est placé dans le cadre mondial pour atteindre une échelle d'accumulation plus élevée.

De la part de la bourgeoisie, les débats sur la question du "champion" ont des motivations politiques et sont menées avec des degrés d'insistance variés. En tout cas, les capitalistes n'ont pas la nostalgie d'une époque révolue. Voici une évocation de ce passé, vu par un journaliste (7): «Ambroise Roux [...] le patron tout-puissant de la Compagnie générale d'électricité (CGE) [dont est issu Alstom] incarnait jusque dans la caricature le capitalisme industriel de l'après-guerre en France: pauvre en capitaux, mais riche en influence.»

Par contre, les syndicats s'accrochent à la bouée de sauvetage hypothétique de l'état, à travers la "réindustrialisation", la gestion des "filiales industrielles" de l'énergie, des transports etc., ainsi que l'état comme actionnaire des grands groupes. Un communiqué de la Fédération de la métallurgie CGT s'exclame (8): «[...] le gouvernement se désengage de la filière industrielle du ferroviaire. C'est un scandale d'État! Le gouvernement et le PDG d'Alstom font le choix d'un projet capitaliste, plutôt que de développement industriel et d'emplois.» Philippe Marti-

nez, dans une interview, argumente dans le même sens (9).

Ces formulations font ressortir l'auto-aveuglement propre à ceux qui élaborent de telles prises de position. Effectivement, les capitalistes mettent en œuvre des projets capitalistes, ce n'est pas un choix, c'est leur caractéristique fonctionnelle. On peut, faisant abstraction de ce fait élémentaire, échafauder une fiction jusqu'à imaginer que l'état prenne le contrôle de l'ensemble de l'industrie et des services de transport, qu'il fasse le "choix" de développement industriel et d'emplois, et impose pour les contrats de cette "filiale" le recours à des ressources nationales de façon à assurer le plein emploi dans le pays. Mais le caractère "capitaliste" des projets refait surface. En effet, même dans un tel contexte, Alstom et les autres entreprises concernées seraient toujours mues par les mécanismes d'accumulation du capital, et du profit nourrissant cette accumulation. Ce qui veut dire qu'il faut de toute façon passer par le levier de l'exportation de capitaux, autrement dit la domination impérialiste à l'extérieur.

Laissons aux capitalistes leurs soucis de "stratégie"

Stratégie à court terme ou à long terme, concurrence frontale ou ententes oligopolistiques sur le marché, conglomerats multi-secteurs ou groupes mono-secteurs - il appartient aux capitalistes de se préoccuper de toutes ces considérations, en vue de leur objectif d'engranger des profits et d'accumuler des masses de capitaux. Pour la classe ouvrière, de telles problématiques ne sont pas pertinentes, ni en ce qui concerne la lutte pour la défense et l'amélioration des conditions de travail et de vie, ni dans la perspective consistant à renverser le pouvoir de la bourgeoisie et à établir son propre pouvoir pour édifier une société socialiste, communiste.

Notes

1. Lecture complémentaire: "À Alstom, à Arcelor Mittal ou chez Goodyear: L'État capitaliste ne peut pas être au service de travailleurs" <http://rocml.org/a-alstom-a-arcelor-mittal-ou-chez-goodyear-letat-capitaliste-ne-peut-pas-etre-au-service-des-travailleurs/>
2. Alstom, 26 septembre 2017. <http://www.alstom.com/fr/press-centre-francais/2017/09/siemens-et-alstom-sunissent-pour-creer-un-champion-europeen-de-la-mobilite/>
3. 26 septembre 2017. https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/agence-participations-etat/136.pdf
4. LCI, 26 septembre 2017. <http://www.lci.fr/entreprises/alstom-et-siemens-officialisent-leur-fusion-2065596.html>
5. Les Echos, 26 septembre 2017. <https://www.lesechos.fr/industrie-services/industrie-lourde/030617720039-xavier-bertrand-alstom-siemens-on-ne-construit-par-un-champion-europeen-mais-un-champion-allemand-2117237.php>
6. 27 septembre 2017. <https://www.reuters.com/article/us-alstom-m-a-siemens-bombardier/siemens-ceo-says-picked-alstom-for-financial-strength-ceo-idUSKCN1C20WL>
7. Le Monde, 26 septembre 2017: "La fusion Alstom-Siemens, la fin du capitalisme industriel français d'après-guerre". http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2017/09/26/alstom-la-derniere-fille-de-colbert_5191624_3234.html
8. FTM-CGT, 26 septembre 2017. <https://ftm-cgt.fr/display-document?document=Document-845>
9. Boursorama, 27 septembre 2017.

THEORIE

POURQUOI LA LUTTE DOIT DEVENIR POLITIQUE ?

Macron a lancé avec ses ordonnances une attaque générale contre les travailleurs qui s'articule avec des mesures répressives.

Les ordonnances sont la continuité, l'accentuation des contre-réformes menées depuis une quarantaine d'années en France à l'encontre du monde du travail.

Ces politiques sont clairement au service de la classe capitaliste. Macron, par ses déclarations fracassantes sur le « bordel », les « fainéants » a montré toute la haine de classe des gouvernants à l'égard des travailleurs. D'où la réaction populaire qui considère Macron comme « le président des riches ».

Dans les manifs, tout le monde en a conscience, c'est en luttant fort et tous ensemble que l'on pourra faire mettre en échec ce gouvernement. La lutte des classes est donc bel et bien d'actualité. N'est-ce pas le milliardaire américain Warren Buffet qui disait, « *Il y a une lutte des classes, évidemment, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène la lutte. Et nous sommes en train de gagner* ». Comment inverser cette tendance ? Voilà l'objet de notre réflexion.

Principes de la lutte de classes

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes ».

« La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois. Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat. » (Marx et Engels, Le manifeste du parti communiste).

La lutte des classes existe. Elle a le caractère d'une **lutte entre exploiters et exploités**. Les exploiters, c'est la **bourgeoisie ou le capital**, c'est-à-dire **les détenteurs du capital et leurs associés directs** qui disposent des usines, des moyens de production. Les exploités, ce sont ceux qui n'ont rien d'autre à vendre que leur force de travail, et qui sont ainsi réduits à la situation de travailleurs salariés.

D'un côté, le capital a besoin pour faire davantage de profits d'exploiter toujours plus la main d'œuvre salariée, d'un autre côté, les salariés doivent résister et combattre le capital afin d'améliorer leurs conditions de vie, diminuer leur temps de travail, augmenter leurs salaires. C'est la lutte des classes. Toute l'histoire du XIXème siècle à nos jours démontre l'existence de cette lutte antagonique entre le salariat

et le capital.

Les congés payés, la semaine de 40 heures, les libertés syndicales, la sécurité sociale. Ces droits ne sont pas tombés du ciel mais issus d'un rapport de force. Ce sont des conquêtes issues de la lutte de classes, et en première ligne de la combattivité du mouvement ouvrier. De l'autre côté, les réformes des retraites de Sarkozy, Hollande, les ordonnances de Macron ne découlent pas non plus de

la méchanceté de tel ou tel président. C'est une politique de classe qui a pour but d'élever les profits des groupes capitalistes au sein de la concurrence européenne et mondiale. C'est dans un contexte d'affaiblissement et de division du camp des travailleurs que la classe bourgeoise a pu revenir sur les acquis sociaux. Le rapport de forces au sein de la lutte des classes aujourd'hui est temporairement en faveur de la bourgeoisie.

Les syndicats et la lutte des classes

Tous ceux qui se mobilisent aujourd'hui en ont conscience. Il est nécessaire de construire un rapport de force face au patronat dans son entreprise ou face au gouvernement lorsqu'il s'agit de combattre une contre-réforme nationale. Le levier principal pour mener cette lutte est le **syndicat**. Le syndicat dirige la **lutte économique**, c'est-à-dire, **la lutte pour l'amélioration des conditions d'existence et de travail**.

« Impuissant quand il est isolé, l'ouvrier devient une force quand il s'unit à ses camarades ; il est alors capable de lutter contre le capitaliste et de lui tenir tête » (Lénine, Exposé et commentaire du projet de programme du POSDR). Il ne faut pas oublier l'importance de ce commentaire de Lénine. L'union des travailleurs par le biais de leur organisation dans les syndicats est un premier pas pour se défendre dans le cadre de la lutte des classes. Aujourd'hui, certains courants politique de gauche voudraient se passer des syndicats, tentent d'agir en mobilisant les couches travailleuses uniquement hors des entreprises. C'est un rêve creux. Cela revient à renoncer à ce qui est un facteur essentiel de cohésion des masses. **La force de la classe ouvrière provient justement de son organisation de**

classe à la base, dans l'entreprise. Vouloir, ou croire pouvoir se passer de cette force est une erreur monumentale. C'est renforcer le camp de la classe bourgeoise, c'est lui donner les mains libres dans chacun de ses centres de production pour exploiter davantage les travailleurs ! Ceux qui ont regardé l'émission Cash Investigation sur le travail à Lidl ont compris que l'absence de syndicats entraîne des conditions de travail dignes du XIXème siècle.

Le syndicat est indispensable à la base. Chaque entreprise doit devenir une citadelle de lutte face aux mesures patronales. Mais précisément pour cela, il ne faut pas limiter l'action à l'entreprise, mais au contraire lier le combat quotidien pour l'amélioration des conditions de travail à la lutte contre l'offensive générale du capital. Contrairement aux réformistes qui dans les syndicats déshabituent les masses de l'action, *« notre tâche est de faire de l'action des masses la pierre angulaire de notre activité »* (Losovsky, Programme de l'Internationale syndicale rouge,). La force pour la victoire de nos actions et de nos objectifs réside dans la capacité à mobiliser les travailleurs. *« L'envergure du succès de chaque action dépend des conditions objectives de chaque pays, du niveau de mentalité révolutionnaire atteint par les masses et de la solidarité de ces dernières »* (Losovsky, programme de l'ISR).



La lutte des classes dans tous les domaines de la société

La lutte des classes ne peut pas se réduire simplement au combat syndical.

Premièrement si la classe ouvrière limite son action à ce combat pour ses intérêts immédiats, les succès qu'elle remportera ne pourront pas être durables. La classe capitaliste détient la puissance économique et dispose de l'appareil d'Etat ; or la lutte économique combat certaines conséquences, certains effets du capitalisme mais elle n'atteint pas la cause fondamentale de la misère qui est le capitalisme.

Deuxièmement, « Les classes dominantes ne s'arrêtent dans leur lutte devant aucune méthode pour affermir leur puissance de classe et déploient, en même temps que l'appareil de perversion morale et intellectuelle (presse jaune, école bourgeoise, Eglise, parlementarisme, etc.) celui de l'oppression physique sous forme de police, d'armée, de justice et autres agréments de la dictature bourgeoise » (Losovsky, Programme de l'ISR).

D'un côté, les classes laborieuses ne peuvent obtenir que des satisfactions temporaires par le biais des syndicats car ceux-ci ne peuvent renverser le capitalisme. Ce dernier existe toujours et selon le rapport de force il peut revenir sur ce qu'il a cédé. D'un autre côté la lutte des classes imprègne toute la société (la culture, la politique...) et le capital est constitué en classe dominante. Aussi, « les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes époques les pensées dominantes, autrement dit, la classe qui est la puissance matérielle

de la société est aussi la puissance dominante spirituelle » (Marx et Engels, L'idéologie allemande, Editions sociales, Paris, 1982, 280 p., pp. 101-102).

La domination économique de la bourgeoisie lui a permis de prendre le pouvoir politique. L'Etat sert donc de relais à la domination du capital sur la société. Les forces de police, la justice, les mesures que prend l'Etat maintiennent un cadre juridique en faveur de la bourgeoisie. Tous les faits de la vie réelle tendent à montrer cela. Les salariés qui luttent contre leur licenciement finissent toujours par perdre face au capital, même en justice. Prenez le cas des Goodyear. Malgré leur lutte exemplaire, les salariés ont fini par être licenciés. L'Etat est venu au secours des patrons.

Toute la machine policière et de justice est orientée contre les travailleurs. Ce sont les salariés de GM&S et non leur patron licencier qui ont dû affronter les CRS à plusieurs reprises. Il y a en permanence deux poids, deux mesures dans les décisions de justice face à la répression policière touchant les travailleurs ou les quartiers populaires. D'un côté, comme dans les affaires Adama Traoré, Théo, Rémi Fraisse, les policiers ne sont jamais condamnés. Leur violence est reconnue légitime par la justice. D'un autre côté, dans le cas des Goodyear, de la chemise d'Air France, les condamnations sont exemplaires, excessives, revêtent un caractère de classe.

Enfin, il est une idée importante à battre en brèche : l'Etat « social ». C'est un mythe inventé par les courants réformistes qui pensent obtenir l'harmonie entre classes sociales dans le cadre du capitalisme. La réalité montre bien que c'est impossible. Dans beaucoup de luttes, les travailleurs lancent un appel à l'Etat pour leur venir en aide. Dans combien de cas, l'Etat a-t-il tranché en faveur des salariés plutôt qu'en faveur du patron ? L'Etat « social » ou au-dessus des classes, est un leurre entretenu par les partisans de la conciliation sociale. S'il est vrai que certains services d'Etat comme la santé ou l'éducation avaient durant une première époque d'après-guerre une coloration « sociale », c'est parce que les luttes révolutionnaires antérieures ont imposé par la force ces progrès. Quant aux prétendues politiques pour favoriser l'emploi, elles n'ont jamais eu d'autre objectif que de faire bénéficier le capital d'une armée de réserve de chômeurs tout en lui évitant les inconvénients qu'implique l'entretien de cette masse de personnes sans ressources. Le seul Etat réellement « social » adviendra par l'instauration d'une société socialiste, abolissant les rapports de production capitalistes. D'où l'impuissance de ceux qui appellent de leurs vœux un Etat « social » tout en perpétuant le capitalisme. En réalité, pour que les travailleurs puissent mettre fin à leur situation d'exploités, le préalable est dans la mobilisation large et massive de la classe, l'appel à la solidarité de classe, à la constitution d'un solide rapport de force face au patronat et à l'Etat de classe.



La lutte politique stade suprême de la lutte des classes

La lutte syndicale est vitale mais souvent insuffisante car elle combat les conséquences du système capitaliste. Elle ne permet pas aux travailleurs de lutter dans une seule et même direction derrière un but précis. La lutte politique est seule à même d'unifier la classe dans un seul et même but, celui de renverser le capitalisme et instaurer un pouvoir des travailleurs. « *L'activité politique des social-démocrates consiste à aider au développement et à l'organisation du mouvement ouvrier en Russie, à sa transformation, de tentatives isolées de protestation, de « révoltes » et de grèves – tentatives dépourvues de toute idée directrice – , en une lutte cohérente de TOUTE LA CLASSE ouvrière russe contre le régime bourgeois, lutte tendant à exproprier les exploiters, à détruire le régime social fondé sur l'oppression du travailleur* ». (Lénine, Ce que sont les amis du peuple, in Lénine, Textes sur les syndicats, p. 21)

Quel est le but politique que doivent se fixer les travailleurs pour les communistes ?

« *Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. (...) Ce qui caractérise le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise.* » (Marx, Manifeste du Parti communiste)

Comment mener cette lutte politique ? La lutte politique consiste à s'organiser pour renverser le capitalisme. En effet, la bourgeoisie dispose d'une force très centralisée et organisée. Elle organise comme dit plus haut tout un appareil d'Etat à son service avec des institutions, des lois, une justice, une police qui font appliquer des lois en faveur des patrons.

Mener la lutte politique, c'est donc militer au quotidien

pour renverser le système et l'Etat qui est à l'origine des politiques anti-ouvrières. C'est faire en sorte de remplacer la société appliquant la loi du profit, par la société socialiste libérant la classe ouvrière de sa situation de classe exploitée.

Mais la lutte politique ne consiste pas simplement à se mettre « en mouvement ». Il s'agit de construire un Parti, une direction politique de classe, répondant à l'intérêt de l'ensemble des travailleurs ! C'est donc militer pour un parti politique indépendant de la bourgeoisie. La bourgeoisie s'appuie sur toute une variété de partis et mouvements politiques. Certains assument ouvertement leur allégeance de classe. D'autres feignent de diverses manières de vouloir assurer le bonheur aux travailleurs, tout en jouant dans les faits un rôle d'auxiliaire du pouvoir bourgeois; ils maintiennent ainsi les travailleurs dans une situation de subordination et de dépendance vis-à-vis de leurs exploiters. Notre chemin est celui vers la constitution de la classe ouvrière en force consciente d'elle-même, face à la bourgeoisie comme ennemi dont les intérêts sont en opposition irréconciliable avec ceux de la classe ouvrière. Il s'agit aussi par la création d'un Parti communiste de faire en sorte que ses dirigeants proviennent des classes ouvrières et populaires.

Etre communiste marxiste-léniniste aujourd'hui ? Cela veut dire être toujours et à tout moment, un lutteur, un entraîneur des travailleurs et des jeunes, un organisateur, un propagandiste, celui en qui on a confiance, qui met en place des initiatives pour lutter contre la bourgeoisie.

Mener la lutte politique est finalement une tâche vitale, difficile aussi. Mais c'est le sillon que nous essayons de creuser pour faire en sorte que ce soit la classe qui n'a rien qui « gagne » la lutte des classes, pour reprendre l'expression de Warren Buffet.

**Rejoins-nous pour un autre avenir,
une alternative réalisable : le Communisme !**





LE CAPITALISME NOUS BRISE, BRISONS LE CAPITALISME

La jeunesse populaire aspire à un futur qui lui appartienne, à ne plus simplement survivre mais à vivre pleinement ses aspirations.

Mais la réalité quotidienne du capitalisme nous impose des conditions d'existence en constante dégradation : conditions de formations, chômage et précarité généralisée. Nous sommes tous confrontés à ces problèmes car le patronat et l'Etat ne voient en nous qu'une chair à profits de leur système. Pour en sortir, c'est faire le choix de la lutte !

C'est refuser l'illusion et l'impasse du réformisme qui nous fait croire que les élections pourront rendre le capitalisme humain. C'est refuser aussi la propagande de la haine de l'extrême droite agissant autour des races et divisant les travailleurs jouant aux délégués du peuple mais agissant toujours pour le grand patronat et le capitalisme. C'est combattre aussi l'apolitisme ne conduisant qu'à la résignation face aux capitalistes et choisir de subir sans rien faire.

Que l'on soit en formation scolaire ou professionnelle, travailleur ou chômeur, il nous faut sortir de cette impasse qui au delà de mettre en péril notre santé et nos vies, met aussi en péril la planète. Faisons en-

tendre nos voix des quartiers, des villes et des campagnes et dès aujourd'hui travaillons à prendre notre futur en main !

ORGANISONS LA RIPOSTE DANS ET AU-DELA DES LUTTES

-Rejoindre la JCml, ce n'est pas seulement qu'exprimer sa colère, c'est la structurer en comprenant le système capitaliste pour mieux le combattre, identifier les injustices pour y mettre des noms et des concepts dessus.

-Rejoindre la JCml c'est faire l'expérience d'une organisation démocratique où chaque militant enrichie et participe la vie de son organisation.

-Rejoindre la JCml, c'est rejoindre une organisation de jeunes anticapitaliste, créant des propositions concrètes, locales et nationales. C'est rejoindre une organisation claire dans son but : construire la révolution et le socialisme !

AVEC LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE SE FORMER, LUTTER ET VAINCRE



Invitation à la Grande Marche

« LIBERTE POUR OCALAN—SOLIDARITE AVEC LA REVOLUTION AU KURDISTAN »

de Luxembourg à Strasbourg, 8-17 février 2018

Le ROCML et la JCML appellent les communistes et progressistes, aux amis des peuples en lutte contre l'impérialisme à participer à cette initiative du Comité Liberté pour Öcalan et les prisonniers politiques de Turquie-Kurdistan.

Cher-e-s ami-e-s,

Depuis la Grande Marche de l'année dernière, nous avons remporté des victoires considérables dans notre lutte pour une société libre, sans Etat, débarrassée du pouvoir et de la violence. Par son engagement pour la démocratie radicale, l'écologie et la libération des femmes, le Mouvement de Libération Kurde est devenu un acteur-clé au Moyen-Orient. Depuis la libération de Raqqa, ex-capitale de l'Etat Islamique (EI), le projet de Fédération Démocratique de Syrie du Nord prend de plus en plus forme. Au Kurdistan et au Moyen-Orient, le Mouvement kurde a démontré sa capacité à rassembler des populations différentes autour de projets communs, et à déjouer ainsi la politique du « diviser pour mieux régner ». N'en déplaise à ceux qui prétendent qu'il n'y a pas d'alternatives, le Rojava nous montre qu'un autre monde est possible ! Plus nous avançons vers la liberté, plus la répression se fait grande. La présente invitation à la Grande Marche qui aura lieu du 8 au 17

février 2018, au départ du Luxembourg, jusqu'à Strasbourg, est un appel à la solidarité avec la lutte du mouvement kurde contre la répression et pour la liberté.

L'objectif principal de la Grande Marche est d'éveiller les consciences à la situation au Kurdistan, ainsi qu'à la situation d'Abdullah Öcalan. La question kurde ne peut être appréhendée indépendamment de la situation d'Abdullah Öcalan. Cela fait 18 ans que M. Ocalan est empêché de communiquer avec sa famille et ses avocats ! A travers l'isolement carcéral, l'Etat turc cherche à le discréditer et à contrecarrer la diffusion de ses idées. Depuis avril 2015, il est soumis à un isolement total. La dernière fois que nous avons eu des nouvelles de lui, c'était en septembre 2016, à l'occasion d'une visite de son frère, seule visite autorisée entre avril 2015 et aujourd'hui. Or, des informations préoccupantes diffusées récemment par les médias turcs suscitent les plus grandes inquiétudes quant à sa santé et sa sécurité. A travers cette marche, nous voulons rappeler à l'UE et au Conseil de

l'Europe leurs responsabilités face à cette violation grave des droits humains qui affecte des millions de personnes reconnaissant en Öcalan leur principal représentant politique. Plus la marche réunira de monde, plus sa portée sera grande. Elle sera ponctuée de différents événements : animations culturelles, rencontres, réunions, débats,...

Nous invitons toutes les personnes et tous les groupes qui luttent pour la démocratie, la liberté, la justice, la paix et les droits humains à participer à la marche ou à envoyer des messages de solidarité.

Si vous souhaitez répondre à cette invitation, écrivez avant le 1er janvier 2018 à langermarsch2018@riseup.net. Nous vous transmettrons alors une information plus détaillée contenant les dates précises, un agenda des événements et les recommandations pour participer à la marche.

Comité Liberté pour Öcalan et les prisonniers politiques



MENACES IMPERIALISTES

EN COREE DU NORD

La crise actuelle est le fruit des tensions inter-impérialistes en Asie.

Depuis plusieurs mois les médias nous présentent à grands renforts de messages alarmistes le « match » entre les deux « fous » que seraient Kim Jong-Un, dirigeant de la Corée du Nord, et Donald Trump, président des USA. Faut-il prendre au sérieux ces menaces d'attaques nucléaires ? Quels sont les causes réelles de ces tensions et de ces attaques verbales ?

Présence américaines et tensions croissantes en mer de Chine et dans le Pacifique

L'Amérique dispose de pas moins de 350.000 hommes dispersés dans toute la zone concernée. Elle s'appuie essentiellement sur les bases de Guam et d'Okinawa (50.000 hommes). Quelque 30.000 soldats restent déployés sur la ligne de démarcation entre la Corée du Sud et la Corée du Nord (1). Nombre de navires américains patrouillent en mer de Chine. Naguère seule grande puissance navale dans la région, elle est remise en cause depuis une vingtaine d'année par le développement rapide de la flotte chinoise et surtout par le réseau des bases navales chinoises qui cherchent à sécuriser les routes de l'ap-

provisionnement en pétrole mais aussi à affirmer son contrôle sur les mers. Les conflits se multiplient depuis plusieurs années avec ses pays voisins à propos de la délimitation des ZEE (zone économique exclusive) parfois riches en ressources halieutiques et énergétiques.

Pour contrer cet expansionnisme chinois, les USA se sont réinvestis massivement dans la région depuis l'arrivée au pouvoir d'Obama en 2008(2). Si ce dernier a réduit l'effort militaire de son pays au Moyen-Orient et notamment en Irak, c'est pour redéployer les forces de « l'Empire US » dans des théâtres d'opérations jugés plus vitaux comme l'Asie-Pacifique. En effet la menace chinoise est celle jugée la plus sérieuse par les stratèges du Pentagone. La Chine concurrençant de plus en plus les USA sur le plan commercial mais aussi sur le plan militaire et diplomatique (ce qui est nouveau). De plus la zone est désormais le poumon économique du monde, traversée par des flux de navire de commerce en constante augmentation, tandis que les fonds-marins recèlent de ressources non exploitées mais prometteuses.

Ce regain des tensions a entraîné une véritable



course aux armements, les alliés des USA n'étant pas en reste : le Japon a considérablement accru son budget militaire et ses capacités navales tandis que l'Australie a acheté en 2016 des sous-marins français(3) pour répliquer au développement des forces chinoises dans la région. Les incidents frontaliers, souvent à propos de la possession de minuscules îlots perdus dans l'immensité marine, se multiplient et témoignent d'une exacerbation des tensions. La mer de Chine et plus largement l'ensemble de la zone Asie-Pacifique dispose donc d'un potentiel de conflits élevé.

La Corée du Nord à l'ombre de la Chine.

Les menaces des USA à propos de la Corée du Nord et les promesses de destructions mutuelles sont à replacer dans ce contexte de compétition entre différents impérialismes, ici entre l'impérialisme américain (et celui de ses alliés) et chinois (avec derrière la Russie). La Corée du Nord n'échappe pas à cette guerre d'influence et constitue un des points de frictions entre les différents concurrents pour la domination de la zone. La Corée du Nord, n'en déplaise à certains esprits chagrins, ne fait pas partie d'un camp « socialiste » (il est mort depuis bien longtemps) et n'est pas une force anti-impérialiste. Elle est fondamentalement arrimée à la sphère chinoise et son économie est intégrée au capitalisme mondialisé. En effet le régime nord-coréen est dépendant de l'aide chinoise pour survivre en témoigne ces quelques données économiques : La Chine

fournit 90% des besoins énergétiques, 80% des produits manufacturés et 45% de sa nourriture. Elle est le principal partenaire commercial de la Corée du Nord (90 % du commerce extérieur du pays) et permet au pays de faire rentrer des devises en vendant ses matières premières. La Corée du Nord est riche en ressources minérales (charbon) qui intéressent au plus haut point les Chinois.

Croire que cela est sans influence sur le pouvoir politique de Pyongyang est une baliverne. La Corée du Nord ne peut survivre sans la perfusion chinoise. La Chine a donc la capacité de réduire au silence le dictateur Kim-Jong-Un mais elle n'abandonnera pas son allié face aux ambitions américaines dans la région. La Chine a tout intérêt au gel du conflit et au statu quo. Le maintien des deux Corées empêche la réunification et la constitution d'un Etat coréen unique qui pourrait devenir un rival sur le plan économique et allié des USA. De plus la réunification en faveur du Sud « capitaliste » entraînerait automatiquement la présence de soldats américains à la frontière terrestre chinoise, ce qui n'est pas acceptable pour les capitalistes chinois.

La Corée du Nord représente donc pour la Chine l'avantage d'un Etat tampon faisant obstacle aux visées de la Corée du Sud, du Japon et des USA. Sa militarisation à outrance est une épée de Damoclès qui pèse sur les Occidentaux et sur le régime anti-communiste et ultra-libéral de Séoul. Elle permet à la Chine de souffler le chaud et le froid dans les relations internationales.

Dans l'hypothèse d'un conflit régional dans la péninsule coréenne la Chine interviendrait pour sauver le régime de Corée du Nord car sa disparition constituerait une défaite majeure pour les intérêts chinois et une revanche incontestable pour les USA qui n'ont jamais digéré leur échec de la guerre de Corée (1950-1953) où l'intervention chinoise avait renversé la situation.

En France, les communistes doivent combattre les menées de leur propre impérialisme. Ils doivent dénoncer et démystifier la propagande guerrière à l'égard de la Corée du Nord qui vise à justifier une intervention armée des forces occidentales. La Corée du Nord n'est certes pas le « paradis des travailleurs » mais son régime n'est pas moins fréquentable que les dictatures égyptienne et saoudienne pour qui la France déroule le tapis rouge pour vendre des armes ! Notre solidarité et notre soutien va uniquement aux peuples et aux classes ouvrières qui luttent contre toute forme d'oppression extérieure et intérieure, contre l'impérialisme et l'exploitation.

Notes:

- (1) <http://www.lefigaro.fr/international/2011/11/14/01003-20111114ARTFIG00694-l-australie-va-accueillir-une-base-americaine.php>
- (2) La Mer de Chine méridionale : un enjeu frontalier majeur en Asie du Sud-Est, Yann Roche, revue l'espace politique, 2013
- (3) 12 sous-marins pour un montant de 34.5 milliards d'euros soit le plus gros contrat du monde en la matière !

SUR LA SITUATION EN CATALOGNE

Le 27 octobre 2017, le président de la généralité de Catalogne a proclamé l'indépendance de la région et son détachement du royaume d'Espagne. C'est désormais un véritable bras de fer qui s'engage avec le pouvoir central de Madrid qui n'a pas hésité depuis le départ à utiliser massivement la force, la brutalité policière, le chantage et les arrestations de militants indépendantistes.

Nous condamnons fermement les mesures de répression et de rétorsions prises par le gouvernement de Mariano Rajoy qui nie le droit à la nation catalane de disposer d'elle-même et d'édifier son propre état. Aucune disposition juridique ou institutionnelle ne peut justifier la négation de ce droit.

Conformément au droit des nations à disposer d'elles-mêmes le ROC-ML soutient les droits démocratiques de la nation catalane y compris la possibilité (et non l'obligation) de se séparer de l'État espagnol et de constituer un État indépendant.

Les communistes reconnaissent ce droit, mais ils n'oublient pas que la bourgeoisie pour son propre intérêt peut à tout moment trahir les peuples et chercher un compromis avec la bourgeoisie dominante. Les prolétaires d'Espagne doivent rester unis sans distinction de nationalité, au-delà des barrières nationales, pour défendre leurs intérêts et renverser la société capita-

liste.

Sur la position que doivent adopter les travailleurs vis à vis des revendications nationales, dans le cas de l'Espagne, pays impérialiste, la position des travailleurs espagnols doit être de soutenir les revendications des peuples opprimés par leur propre impérialisme, que ce soit à l'intérieur des frontières de l'État ou à l'extérieur. Quant aux travailleurs catalans ils ne doivent pas oublier dans cette lutte que leur véritable adversaire demeure la bourgeoisie. Qu'ils doivent préserver l'unité entre les ouvriers de la nation opprimée et ceux de la nation oppressive. La confiance entre les peuples d'Espagne et l'unité de la classe ouvrière dans les actions passent par la reconnaissance des droits du peuple catalan sans conditions.

Le problème national ne saurait trouver sa solution définitive sous le capitalisme et seul le prolétariat au pouvoir peut résoudre cette question, comme l'a démontré la révolution d'Octobre dont on fête le centenaire.

Soutien au peuple Catalan dans sa lutte contre l'État répressif espagnol !

Pour le droit à l'autodétermination des peuples en Catalogne comme partout dans le monde !

1^{er} Novembre 2017

GUYANE: MACRON N'EST PAS LE PÈRE NOËL

SAUF POUR LES MONOPOLES IMPÉRIALISTES !

En visite en Guyane le président « jupitérien » a adressé une nouvelle leçon, dont il a le secret, aux gens du commun. Après les « fainéants », les « cyniques », voilà que Macron ne serait pas le « père Noël » pour les habitants de la Guyane ! Alors qu'il traversait un territoire rongé par la misère, le chômage, l'absence de services publics, le président des riches a encore fait preuve de son mépris de classe envers ceux qui souffrent des politiques de rigueur.

Dans le même temps un projet farouche est à l'étude en Guyane, à

savoir l'ouverture d'une mine d'or (la plus grande de France), baptisée pompeusement « La mine de la Montagne d'or ». Porté par le consortium russo-canadien Nord Gold/Columbus Gold, il prévoit la construction d'une gigantesque mine d'or à ciel ouvert dans l'ouest de la Guyane. Les promoteurs vantent les retombées économiques pour la Guyane (750 emplois) mais ne disent mot du désastre écologique qui en résultera. En effet pour obtenir l'or à partir du minerai extrait il faut utiliser du cyanure qui est un véritable poison aussi bien pour l'homme que pour la nature. Quant

aux emplois créés ils seront pourvus par des personnes n'habitant pas en Guyane et seront largement subventionnés par l'État et les collectivités locales. Bref les habitants de Guyane payeront pour une mine qui détruira leur santé et leur environnement. Le seul grand gagnant seront le monopole minier qui s'enrichira honteusement.

Mais cela ne fait pas peur à Macron, qui pousse pour la réalisation du projet, et ce depuis qu'il était ministre de l'économie. Oui il est bien le père Noël mais uniquement pour les puissants et les bourgeois !

LE PEUPLE KURDE ET LES PEUPLES OPPRIMÉS DU MOYEN ORIENT À LA CONQUÊTE DE LEURS DROITS NATIONAUX ET DÉMOCRATIQUES PAR LEURS PROPRES FORCES !

Au Moyen-Orient deux événements importants se sont produits récemment qui touchent le peuple Kurde : La libération de Raqqa, ainsi que la proclamation de l'indépendance du Kurdistan Sud après un référendum.

Raqa a été libéré par les Forces Démocratiques Syriennes dont les YPG (c'est-à-dire les Kurdes et Rojava) font partie.

LA FORCE DÉMOCRATIQUE ET SOUVERAINE DE ROJAVA LIBÈRE RAQQA

La libération de Raqqa est une victoire pour tous les peuples de Syrie, car le front constitué par les Forces démocratiques Syriennes est porteur d'un projet de démocratie sociale et politique pour toute la Syrie. Nous la saluons comme une victoire pour la démocratie et la souveraineté des peuples de la région. Mais elle n'a pas été accueillie partout avec enthousiasme. Depuis le début du conflit en Syrie les États-Unis réclament le départ d'Assad et sur la question kurde ils ont une position ambiguë. Ils considèrent le PKK comme une organisation terroriste mais ils ont conclu une alliance militaire avec les YPG qui ont la même ligne politique que le PKK. Pour le dirigeant des YPG Salih Muslim, la relation des YPG « avec les États-Unis est simplement une alliance contre la ter-

reur de l'EI. C'est le peuple de Raqqa qui décide sous quelle forme et comment gouverner la ville. [...] on a des relations diplomatiques dans le cadre des négociations de Genève... Je n'en connais pas tous les détails mais je sais que les États-Unis ont des projets qu'ils ne dévoilent pas » - propos rapportés par l'agence de presse turque ETNA (24 octobre 2017).

Aujourd'hui, Rojava est le fer de lance d'une force démocratique qui permet à toutes les ethnies et minorités nationales et leurs forces politiques de s'organiser et de s'exprimer démocratiquement. La victoire de Raqqa est une épine dans le pied des forces réactionnaires qui se sont mises à unifier leurs efforts pour lutter contre le peuple kurde. La Syrie, l'Iran, l'Irak et la Turquie ont infléchi leurs tactiques et même leurs objectifs stratégiques. On a vu se multiplier les rencontres entre les présidents turc et iranien (et les États-majors respectifs), la visite du président iraquien en Turquie. Quant aux liens entre l'Irak et l'Iran, ils ne sont un secret pour personne. On le voit, la question kurde est un enjeu majeur dans cette partie du Moyen-Orient.

Cela montre que la situation des forces démocratiques et kurdes n'est pas sans danger et demain elles peuvent trouver face à elles toutes les forces réactionnaires et impéria-

listes coalisées. Ce danger se manifeste déjà au Kurdistan Nord (Nord de la Syrie). Les bonnes relations de Barzani (président du gouvernement Kurdistan Sud) avec les pays impérialistes et les forces réactionnaires (notamment la Turquie et l'Iran) n'a pas empêché la reprise de Kirkouk par les forces irakiennes, la défaite des forces peshmerga qui dépendent du Parti Démocratique du Kurdistan (KPD) et de l'Union Patriotique du Kurdistan (YNK). Les États-Unis ne se sont pas sentis concernés et ont laissé faire leur vassal irakien. La Russie dit « comprendre les Kurdes, mais que la solution doit être trouvée avec le gouvernement central en Irak. » Dans le même temps le ministre des affaires étrangères des États-Unis a entrepris une tournée jusqu'au centre de l'Asie pour rétablir ou consolider son influence. Il ne faut pas oublier que la guerre actuelle est le résultat des conflits impérialistes au Moyen-Orient.

Le peuple Kurde est réparti dans quatre pays différents, et représenté politiquement ou militairement par des organisations divisées entre les PYG (Syrie-Rojava) qui sont sur la même ligne politique que le PKK en Turquie, le KPD (de Barzani) et le YNK (de Talabani) au Kurdistan Sud iraquien. Malgré tout, la demande des Kurdes pour la liberté et pour leurs droits nationaux est très

grande. Mais après le référendum au Kurdistan Sud, les événements qui ont suivi démontrent que le peuple kurde ne peut conquérir ses droits nationaux en s'appuyant sur des forces réactionnaires et oppressives. Sur la base des relations économiques avec la Turquie et l'Iran s'est constituée une nouvelle couche bourgeoise totalement dépendante de ce commerce. C'est elle qui domine le gouvernement régional du Kurdistan Sud, et est représentée par deux partis, le KPD et le YNK, lesquels sous le prétexte de manque de moyens, après une négociation humiliante pour le peuple kurde, ont abandonné la ville de Kirkouk. Et sous la pression du peuple kurde Barzani a été contraint de démissionner.

SOUTENIR LES FORCES DEMOCRATIQUES QUI LUTTENT DANS LA REGION

À l'époque de la domination impérialiste, aucune lutte nationale ne peut atteindre ses objectifs en s'appuyant sur l'impérialisme. Dans cette situation, l'indépendance politique, soit n'existe pas, soit est dérisoire et dépendante des enjeux politiques de l'impérialisme. Mais cette réalité ne doit pas être un prétexte pour s'opposer à l'autodétermination des nations et des peuples opprimés.

En France, certains groupes et organisations par « anti-impérialisme » dirigé contre les États-Unis prennent parti pour les autres forces réactionnaires d'Iran et de la Syrie soutenues par la Russie impérialiste. Ils ne comprennent pas que le conflit entre les pays impérialistes laisse un espace de lutte pour les forces démocratiques en Syrie. Mais cette guerre n'est pas terminée. Une fois le danger de l'El écarté, le conflit peut prendre un autre tournant. L'alliance entre la Turquie, l'Iran et la Syrie dirigée contre les Kurdes, la « prudence » des pays impérialistes vis-à-vis de la situation au Kurdistan Sud après le référendum, laisse présager un tel tournant. Si demain des pays impérialistes reconnaissent l'existence du Kurdistan en tant que pays, ils ne le feront que contraints et forcés par une lutte continue du peuple kurde de plus d'un siècle, et poussés par les contradictions inter-impérialistes à adapter leur tactique à une nouvelle situation. Les pays impérialistes, malgré leur puissance, ne peuvent tout maîtriser. Quand les pays impérialistes ont abandonné le colonialisme pour passer au néo-colonialisme, on ne pouvait pas pour autant conclure que la lutte contre le colonialisme avait été inutile simplement parce qu'elle a conduit les forces réactionnaires mondiales à s'adapter à la nouvelle situation créée par la lutte des peuples opprimés.

Aujourd'hui, que proposent toutes ces forces « anti-impérialistes » qui doutent de la justesse de la lutte du peuple kurde ? Qu'il arrête de lutter pour ses droits nationaux et démocratiques ?

Notre position est fondamentalement identique que ce soit pour la Palestine, la Catalogne ou pour les Kurdes. La situation est certes différente, mais les communistes ne conditionnent pas leur soutien à un peuple opprimé à la façon dont il doit mener sa lutte pour ses droits nationaux et démocratiques. Cependant « le droit d'autodétermination est une des revendications de la démocratie, qui doit naturellement être subordonnée aux intérêts généraux de la démocratie. » (Lénine - Les questions nationales et coloniales, Éditions de Pékin, p. 11), et Lénine de préciser qu'en 1848 ces intérêts consistaient au premier chef à combattre le tsarisme, aujourd'hui c'est la lutte contre les forces réactionnaires et impérialistes au Moyen-Orient. C'est pour cette raison que l'on ne peut soutenir des marionnettes de l'impérialisme comme Barzani et Cie au Kurdistan Sud.

Dans toute situation le rôle fondamental des communistes est d'organiser le prolétariat, là où il existe, sur ses objectifs propres qui ne sont pas ceux de la bourgeoisie, petite ou grande, et ce même pendant la lutte de libération nationale. Seule l'indépendance politique et l'autonomie organisationnelle du prolétariat, là où il existe, peut l'amener à peser sur le mouvement dans le sens de ses objectifs immédiats et stratégiques. La lutte des peuples opprimés devient alors une composante de la révolution prolétarienne. Les communistes marxistes-léninistes, en participant activement à la lutte des peuples opprimés, savent par expérience que pour se débarrasser de l'oppression du capitalisme-impérialisme, une révolution prolétarienne est nécessaire comme nous l'a montré la révolution d'Octobre.

Pour conclure, nous réaffirmons avec force notre solidarité avec le peuple kurde. Le peuple kurde au Moyen-Orient est porteur de dynamismes progressistes et démocratiques, et notamment les Kurdes de Rojava et du Kurdistan Nord (Nord de la Syrie). Nous sommes convaincus que le peuple kurde, avec le soutien international des forces révolutionnaires et communistes, peut par ses propres forces faire triompher le modèle démocratique révolutionnaire dont il est porteur dans la région (pour la Syrie : une fédération syrienne de républiques nationales démocratiques).

**Vive la lutte du peuple kurde
sur la voie de sa liberté !**

**Vive la lutte pour la démocratie sociale et politique
des peuples de Syrie !**

**Vive les forces YPG-YPJ à la tête de la lutte pour la
démocratie et les droits nationaux !**

**La libération de Raqqa est une victoire
pour la démocratie en Syrie.**

LEXIQUE DES ORGANISATIONS

Les Forces Démocratiques Syriennes sont une alliance militaire formée de forces armées kurdes, à savoir les YPG et les PYJ (la branche féminine des YPG), et d'autres forces armées. 40% des FDS sont des forces armées arabes.

Le TEVDEM est l'alliance politique qui administre les régions du Nord, libérées de l'EI. Elle est formée principalement du parti kurde PYD (Parti de l'Union Démocratique), du Parti de Gauche de Rojava, du Baris (parti de la Paix) et d'une fraction du KPD (Parti démocratique du Kurdistan qui s'est scindé en deux et dont une partie a la même position que le KPD de Barzani en Irak) et d'autres forces politiques plus petites.

Extraits « La Charte de Rojava »

Consultable en intégralité

<http://www.kedistan.net/wp-content/uploads/2015/10/charte-tev-dem.pdf>

(..) la résistance des YPG/YPJ (Unités de défense du peuple et des femmes) à Kobané est la résultante d'une histoire de trente ans de résistance du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan qui a beaucoup inspiré le mouvement kurde en Syrie. Depuis 1984, le PKK mène une lutte armée contre l'État turc. En parallèle de cette résistance, le PKK a défini un programme politique innovant sous l'impulsion de son leader Abdullah Öcalan, qui depuis son emprisonnement en 1999 travaille à repenser une théorie politique innovante, où il rejette le concept d'État-nation au profit d'une organisation de la société basée sur l'autonomie et la démocratie à toutes ses échelles.

La charte du Rojava est très claire en matière d'égalité homme/femme, et la libération des femmes constitue un des axes majeurs du programme social du Rojava. Celle-ci reconnaît les inégalités de genre inhérentes à la société patriarcale existant jusqu'à présent et ayant une influence sur la société. Toutes les institutions adoptent ainsi un système de coprésidence : un homme et une

femme. Loin de se limiter à un combat militaire, la lutte des femmes passe aussi par une forte implication dans l'organisation et la vie politique du Rojava. L'Académie des femmes leur permet de recevoir une formation politique et militaire leur donnant les outils qui leur permettent de prendre leur place dans la résistance du Rojava. Ces formations sont dispensées aux femmes de tous âges, dans le but de casser la segmentation de la société en classes d'âge.

L'avenir politique du Rojava est incertain. La révolution en cours au Rojava n'en est qu'à ses débuts, et rencontre maintes difficultés. Après avoir commencé à appliquer son programme politique, le Rojava a créé une entité politique plus large, les Forces démocratiques syriennes, afin d'inclure de façon plus large les autres communautés du Nord de la Syrie, et recevoir de l'aide militaire étrangère.

Le 17 mars 2016, le conseil constitutif du Rojava a publié une déclaration de fédéralisme, engendrant aussitôt de multiples attaques, dont un nouvel embargo de la part du KRG (Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak), empêchant la circulation des personnes et de l'aide humanitaire à destination du Rojava. Les attaques constantes des jihadistes de Daesh, l'embargo imposé par la Turquie qui ne sup-

porte pas l'idée d'un contrôle territorial kurde à ses frontières, mais aussi par ses pions locaux, notamment le Kurdistan irakien dirigé par Barzani, sont autant d'obstacles rencontrés par les administrations locales. Difficile aussi de prévoir la posture que les alliés de circonstance, États-Unis et Russie, adopteront face à la volonté d'autodétermination du peuple du Rojava. Pour l'instant, pour ne pas froisser la Turquie, les États-Unis ont rejeté en bloc les demandes politiques de l'administration du Rojava, tout en continuant leur aide militaire. Enfin le régime syrien, qui jusque-là adoptait un silence pragmatique pour éviter d'ouvrir un conflit supplémentaire avec les Kurdes, a fait savoir qu'il n'accepterait pas d'autonomie du Rojava au sein de la Syrie. Au sein de la communauté kurde elle-même, il existe toujours des tensions entre une volonté de création d'un État-nation kurde (ce que ne soutient pas l'administration locale), et un fonctionnement fédéral sur un mode libéral (qui n'est pas non plus le programme de la charte du Rojava). Entre les deux, le processus d'autonomie démocratique tente de percer son chemin. Une chose est sûre, ce processus de démocratisation en cours au Rojava est une initiative nouvelle, appelée à s'insérer dans un processus de paix plus global au Moyen-Orient et peut être à lui servir d'inspiration.

1917 - 2017 LE COMMUNISME

RESTE L'AVENIR DE L'HUMANITE

L'année 2017 rime avec centenaire de la révolution d'octobre. Un évènement qui ébranla le monde tant il remit en cause la toute puissance de l'impérialisme et du capitalisme. Cent ans après, le projet de la révolution d'octobre reste bien vivant. Il est une alternative au capitalisme et à toutes ses oppressions.

Au-delà des critiques, au-delà des erreurs qu'il est nécessaire de comprendre et de retirer, il est primordial en ce centenaire de montrer le véritable visage du communisme. Et quel travailleur, quel militant pourra dire, après avoir lu cet article que tout un siècle de combat communiste est à jeter aux orties ?

LES APPORTS DU SOCIALISME POUR LE MONDE DU TRAVAIL

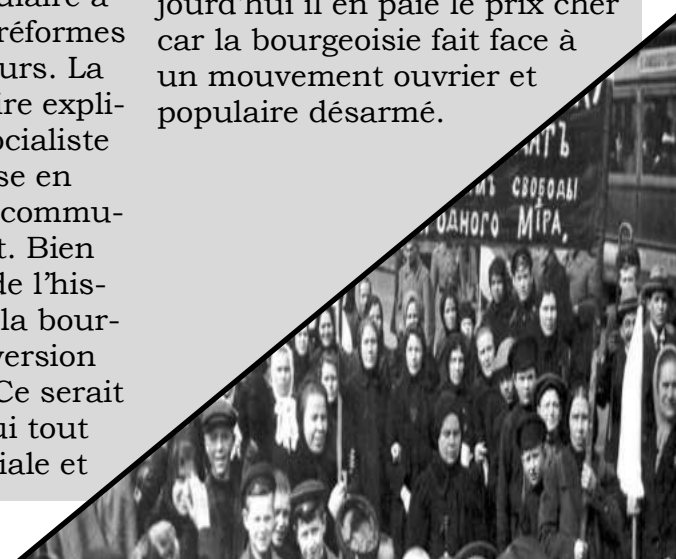
Les mesures socialistes issues de la révolution d'Octobre sont rapidement popularisées dans le monde et séduisent le mouvement ouvrier mais aussi une partie des intellectuels des pays impérialistes et colonisés. L'intensification du rapport de force en faveur du mouvement révolutionnaire pousse les bourgeoisies à adopter des mesures réformistes en faveur de la classe ouvrière, notamment dans les pays impérialistes : sécurité sociale, instruction gratuite, congés payés... Bien entendu, l'origine soviétique de ces acquis est cachée. Parmi ces mesures, on peut citer la gratuité de l'enseignement à tous les degrés (cela peut faire pâlir la France même un siècle après la révolution d'Octobre !), l'entrée gratuite aux maisons de culture, la gratuité des soins, des médicaments, du dentiste (dans quel pays a-t-on tout cela mis en place ?). La journée de travail est aussi réduite (7h avant la 2nde GM, 8h après).

Les travailleurs les plus exposés au travail physique ou dangereux ont des journées réduites à 6 heures de temps (mines, industries chimiques...).

Le monde du travail a accès aux congés payés et aux maisons de repos. Ces mesures socialistes ont influencé le monde entier. La classe ouvrière internationale s'en est emparée dans ses revendications, se battant pour l'accès à la santé, à l'école. En France par exemple, les acquis obtenus en 1945 comme la sécurité sociale sont le fait des communistes. Leur place dans la résistance et au sein du mouvement ouvrier et populaire a permis d'imposer des réformes en faveur des travailleurs. La sécurité sociale s'inspire explicitement du modèle socialiste soviétique. Elle est mise en place par un ministre communiste Ambroise Croizat. Bien entendu, cette partie de l'histoire est masquée par la bourgeoisie qui diffuse sa version officielle de l'histoire. Ce serait De Gaulle l'auteur à lui tout seul de la sécurité sociale et

du Conseil National de la Résistance.

Au XXe siècle, la révolution d'octobre sonne le début des révolutions sociales et socialistes. Tous les mouvements révolutionnaires et progressistes qui ont traversé le XXème siècle se sont inspirés, d'une façon ou d'une autre de cette révolution fondatrice. Cependant, l'échec des révolutions à la fin du XXème siècle, instrumentalisé par la bourgeoisie a conduit le mouvement ouvrier à végéter dans le réformisme, et dans le cadre du capitalisme et a oublié les enseignements de deux siècles de lutte et d'expériences. Aujourd'hui il en paie le prix cher car la bourgeoisie fait face à un mouvement ouvrier et populaire désarmé.



LE SOCIALISME ET LE DROIT DES FEMMES

La révolution d'Octobre participe aussi à développer la lutte pour le droit des femmes et leur émancipation sociale et politique dans la société socialiste. Comme le remarque l'Internationale Communiste, « *L'égalité non formelle, mais réelle de la femme n'est possible que sous un régime où la femme de la classe ouvrière sera la maîtresse de ses instruments de production et de répartition, prenant part à leur administration et portant l'obligation du travail dans les mêmes conditions que tous les membres de la société travailleuse* ».

Sous le capitalisme, la question des femmes est réglée de manière bourgeoise. Leur émancipation à la maison se fait de façon individuelle, en fonction de la fortune. Dans les familles bourgeoises l'éducation, les tâches ménagères sont prises en main de manière individuelle et privée par des salariés domestiques. Un tel modèle ne pourrait se développer à l'échelle de toute la société. Quant à la prétendue accession des femmes aux fonctions capitalistes, elles ne se libèrent de leur oppression familiale et domestique que pour exploiter la classe ouvrière, hommes et femmes confondus. La masse des femmes travailleuses quant à elle continue à être victime de la concurrence capitaliste en touchant comme en France, en moyenne 20 % de moins de salaire qu'un travailleur masculin. Comme le remarque Clara Zetkin, « *l'émancipation de la femme comme celle de tout le genre humain ne deviendra réalité que le jour où le travail s'émancipera du capital* ».

La Russie soviétique a été un modèle pour les militants du monde entier car les mesures prises étaient très avancées politiquement. Pour Lénine, ce sont « *les masses qui prennent en main la politique, (...) l'édification de la société nouvelle* », les femmes ont donc une part aussi active que les hommes dans cette société nouvelle. Pour permettre l'émancipation des femmes, le mouvement communiste organise chaque année depuis 1921 la journée internationale des travailleuses. Aujourd'hui encore, cette manifestation issue du mouvement communiste existe même si ces mots d'ordres sont dévoyés, détournés par la bourgeoisie. C'est le rôle de tout communiste ou militant de faire de cette journée, comme auparavant, une journée de lutte pour les revendications des femmes, de propagande pour le socialisme, seul système pouvant réellement émanciper les femmes jusqu'au bout.

Ce discours en faveur de l'égalité homme-femmes et de leur émancipation n'est pas simplement resté sur le papier. Sous le socialisme, l'Etat a pris en charge des fonctions autrefois dévolues aux femmes comme l'alimentation grâce aux cantines collectives et souvent gratuites, le développement des crèches collectives, des écoles, des logements communautaires.



Affiche soviétique de 1932: Quittez l'esclavage de la cuisine. Allez vers un nouveau mode de vie

Cela a permis de limiter les tâches domestiques souvent dévolues aux femmes et de favoriser les « *habitudes collectives* » des enfants. Comme l'affirme Alexandra Kollontaï, « *D'une part, la république des travailleurs fait participer la femme au travail production, et d'autre part, elle s'efforce d'organiser la vie quotidienne sur les bases nouvelles qui assoiront les fondements du communisme, elle inculque aux gens des habitudes, des points de vue et des conceptions collectivistes* ».

L'Etat soviétique favorise une législation très progressiste en faveur des travailleurs, et de l'égalité hommes-femmes, cassant l'emprise de la religion et des régimes réactionnaires antérieurs sur les citoyens soviétiques. Dès 1917, le mariage est laïcisé, le divorce instauré. En 1920, l'avortement est légalisé. En 1927, les concubins obtiennent les mêmes droits que les mariés. Cependant, dans les années 1930, l'Etat soviétique revient en arrière sur l'avortement.

LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET LA QUESTION COLONIALE

La révolution d'Octobre a influencé les peuples du monde entier. Les communistes ont dénoncé devant le monde entier la domination impérialiste sur les colonies et ont soutenu les luttes anticoloniales, autant du côté des peuples colonisés que de l'intérieur des puissances impérialistes. La révolution d'Octobre lie l'émancipation de la classe ouvrière à la libération des colonies et des peuples opprimés. Le II^e congrès de l'Internationale Communiste s'exprime ainsi :

« Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette ». Voyant ainsi dans les communistes un authentique défenseur de leurs intérêts, les mouvements anti-impérialistes et de libération nationale vont se lier au mouvement communiste international. La révolution d'Octobre devient donc un phare d'espérance pour les peuples du monde entier. Les sympathies affluent vers l'Union Soviétique. Le communisme a joué un rôle essentiel dans la grande décolonisation des années 1950-1960. Les dirigeants révolutionnaires anticolonia-

nialistes comme Ho Chi Minh, Castro, Nasser reconnaissent le rôle révolutionnaire joué par l'URSS pour mettre à mal le système colonial. Le mouvement communiste se positionne comme la seule force politique qui soutient réellement le combat des colonisés dans les métropoles capitalistes-impérialistes, qui voit dans le mouvement des peuples coloniaux un allié du prolétariat pour vaincre l'impérialisme. Les socialistes de la II^e Internationale ont fait entièrement faillite et ont soutenu toutes les sales guerres coloniales.

Comme le remarque Lénine, *« Les masses laborieuses des pays coloniaux et semi-coloniaux, qui forment l'immense majorité de la population du globe, ont été éveillées à la vie politique dès le début du XX^e siècle, notamment par les révolutions de Russie, de Turquie, de Perse et de Chine. La guerre impérialiste de 1914-1918 et le pouvoir soviétique en Russie font définitivement de ces masses un facteur actif de la politique mondiale et de la destruction révolutionnaire de l'impérialisme, bien que la petite bourgeoisie instruite d'Europe et d'Amérique, y compris les chefs de la II^e Internationale et de l'Internationale II^{1/2}, s'obstinent à ne pas le remarquer. »*

LE MOUVEMENT COMMUNISTE ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME

Le mouvement communiste a eu un rôle essentiel dans la lutte contre le racisme et la xénophobie. Dans un monde où l'antisémitisme se développe en Europe et aux Etats-Unis, où les peuples d'Asie et d'Afrique sont considérés comme des êtres inférieurs, le mouvement communiste combat radicalement cette idée. Le communisme incite les travailleurs à s'unir contre le racisme. Celui-ci est combattu comme un instrument de division des travailleurs. La lutte antiraciste revêt un caractère de classe et se relie à la lutte contre la bourgeoisie capitaliste et coloniale. Le 4^e congrès de l'IC en 1922 estime que *« c'est avec une grande joie que l'IC voit les ouvriers nègres exploités résister aux attaques des exploiters, car l'ennemi de la race nègre est aussi celui des travailleurs blancs ».* *« L'Internationale communiste (...) n'est pas seulement l'organisation des ouvriers blancs d'Europe et d'Amérique, mais aussi celle des peuples de couleur opprimés du monde entier ».*

La bourgeoisie dirait qu'il ne s'agit là que de paroles ou que dans

le monde capitaliste, l'antiracisme est une des valeurs essentielles aujourd'hui. Cependant, il ne faut pas oublier que dans les années 1960, aux Etats-Unis, les populations noires sont victimes de racisme quotidien et d'une politique de ségrégation. Là, les historiens sérieux reconnaissent le rôle primordial des communistes. D'après Howard Zinn, les noirs restaient invisibles dans la société US des années 30. *« Seuls les radicaux tentèrent de renverser les barrières de race : les socialistes, les trotskistes et les communistes surtout. Le CIO, sous l'influence des communistes, mobilisait les Noirs dans les industries de production de masse. (...) Il existait désormais des tentatives d'unir les travailleurs blancs et noirs dans la lutte contre l'ennemi commun ».*

En Union Soviétique, le racisme est combattu. Pendant que beaucoup de dirigeants US et européens sympathisent avec les thèses racistes et antisémites des nazis, l'URSS a fait beaucoup pour sauver les juifs persécutés. Les juifs purent s'intégrer pleinement sous le régime

soviétique. Les dirigeants soviétiques avaient fait leur l'idée de Lénine que *« les ennemis des travailleurs, ce ne sont pas les juifs. Ce sont les capitalistes de tous les pays ».* Seul l'Etat socialiste soviétique accueillit les juifs persécutés d'Europe de l'Est. L'historien US Arno Mayer explique qu'à partir de l'été 1940, les Soviétiques évacuent vers l'intérieur de leur territoire un grand nombre de juifs de Pologne et des frontières allemandes pour qu'ils travaillent dans les industries de guerre soviétique. Contrairement à la France, le « pays des droits de l'Homme », La citoyenneté soviétique fut offerte à ces juifs *« à une époque où la plupart des autres nations refoulaient ces réfugiés ou les internèrent en tant que citoyens d'un pays ennemi, comme apatrides ou immigrants sans visa ».* L'URSS a sauvé ces populations persécutées et participé en première ligne au combat contre l'antisémitisme avec la naissance du mouvement de la paix et de mouvements contre l'antiracisme et l'antisémitisme après 1945.





Affiche soviétique de 1932
Travailleurs du monde entier et masses opprimées et colonisées, rejoignez la bannière de Lénine

LES REUSSITES DU SOCIALISME DANS LA QUESTION NATIONALE

La révolution d'Octobre menée par les bolcheviks met à mal la prison des peuples tsariste qui favorisait le nationalisme grand-russe et opprimait les nationalités périphériques (baltes, ukrainiens, géorgiens...). Pour la première fois de l'Histoire, il n'y a plus de peuple supérieur aux autres, plus de peuples opprimés.

L'URSS, sous la direction de Lénine et Staline a favorisé le développement politique et culturel des nationalités. Les peuples opprimés sont libérés des privations nationales qu'ils subissaient par le nationalisme grand-russe. L'auto-détermination est laissée à chaque peuple de l'URSS. L'URSS est

regroupement fédéral de nationalités qui ont librement choisies de s'associer. L'historien Marc Ferro, qu'on ne peut pas soupçonner de « pro-stalinisme » le montre bien. Staline, commissaire du peuple aux nationalités, a un rôle essentiel car il a construit la politique de l'URSS sur les nationalités. Pour Ferro, l'URSS a réalisé une véritable « dé-russification des instances chargées de décider de ces territoires non-russes ». Le parti bolchevik a mis en place une « régénération des cultures nationales (...) ». De la sorte, il était mis fin à toutes les frustrations collectives réelles ou latentes. En ce sens, aucun régime n'a autant fait pour les "cultures minoritaires" les utilisant dans l'intérêt même de l'Etat ».



De même, l'URSS a créé les conditions pour que les anciens peuples opprimés prennent en main la direction de leur territoire fédéral ou autonome. « L'injection d'un nombre croissant de cadres non-russes dans le système institutionnel fédéral, à l'échelon pan soviétique, fut une politique constante ».

La révolution d'Octobre n'était pas une simple proclamation. Ses dirigeants ont créé par l'économie, le développement d'une industrie nationale, l'éducation à la fois nationale et soviétique les moyens d'émanciper des peuples qui étaient condamnés à l'arriération et à la dépendance des intérêts du capita-

lisme grand-russe et tsariste. La politique socialiste consiste donc à donner et à mettre en place l'égalité des droits entre les peuples, droit qui est nié par l'impérialisme et ne peut aboutir qu'avec l'alliance entre peuples opprimés et le mouvement ouvrier et communiste.

LE PARTI, ELEMENT ESSENTIEL POUR LA VICTOIRE REVOLUTIONNAIRE

« C'est, d'abord, la conscience de l'avant-garde prolétarienne et son dévouement à la révolution, sa fermeté, son esprit de sacrifice, son héroïsme. C'est, ensuite, son aptitude à se lier, à se rapprocher et, si vous voulez, à se fondre jusqu'à un certain point avec la masse la plus large des travailleurs, au premier chef avec la masse prolétarienne, mais aussi la masse des travailleurs non prolétarienne. Troisièmement,

c'est la justesse de la direction politique réalisée par cette avant-garde, la justesse de sa stratégie et de sa tactique politiques, à condition que les plus grandes masses se convainquent de cette justesse par leur propre expérience. A défaut de ces conditions, dans un parti révolutionnaire réellement capable d'être le parti de la classe d'avant-garde appelée à renverser la bourgeoisie et à transformer la société, la discipline est irréalisable. Ces conditions faisant défaut, toute tentative de créer cette discipline se réduit inéluctablement

à des phrases creuses, à des mots, à des simagrées. Mais, d'autre part, ces conditions ne peuvent pas surgir d'emblée. Elles ne s'élaborent qu'au prix d'un long travail, d'une dure expérience; leur élaboration est facilitée par une théorie révolutionnaire juste qui n'est pas un dogme, et qui ne se forme définitivement qu'en liaison étroite avec la pratique d'un mouvement réellement massif et réellement révolutionnaire. »

Extrait: Lénine, La maladie infantile du communisme, le gauchisme.



QUI SOMMES-NOUS ?

Le **Rassemblement Organisé des communistes Marxistes Léninistes (ROCML)** est né en 2010 d'un processus d'unification de militants communistes.

Les militants ont comme base idéologique la théorie scientifique du marxisme-léninisme. Le PCF s'est écarté de la voie révolutionnaire et a mené les travailleurs à la défaite en trahissant leur cause.

Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction d'un parti révolutionnaire pour tous les travailleurs de France. Pour cela, il diffuse la **Voix des Communistes**, qui est sa revue d'analyse politique. Le ROCML participe à toutes les luttes visant à combattre le capitalisme : contre les lois anti-ouvrières, la guerre, la répression,...

La **JCML** est l'organisation de jeunes liée au ROCML.

Ecrivez nous pour vos remarques sur le journal, formuler des critiques... avec le mail roc.ml@laposte.net

CONTACTS

Rassemblement Organisé des Communistes

roc.ml@laposte.net

<http://rocml.org/>

Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste

jcml.nationale@yahoo.fr

#JCML  